

NUL NE SERA SOUMIS...

à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Dans le monde

BAHREIN



DÉCÈS EN DÉTENTION DE SAYED MOHAMED ALMOSAWI

Après que la famille de Sayed Mohamed Almosawi a perdu tout contact avec lui pendant plus d'une semaine, ses parents ont reçu un appel leur demandant de se rendre à l'hôpital militaire de Bahreïn. À leur arrivée, ils ont récupéré le corps sans vie de Almosawi, qui présentait des signes visibles de torture. Le ministère de l'Intérieur a par la suite déclaré que l'Agence nationale de renseignement (NIA) l'avait placé en détention.

HRW 12 avril 2026 - [Lire la suite](#)

BELARUS



LA LIBÉRATION TANT ATTENDUE DE 250 PRISONNIÈRES ET PRISONNIERS POLITIQUES NE DOIT PAS ÊTRE CONFONDUE AVEC LA JUSTICE

"Si nous saluons la libération de centaines de personnes injustement détenues pour des accusations à caractère politique comme une avancée positive, gardons-nous de la confondre avec la justice. Marfa Rabkova, Nasta Loika, Valentin Stefanovitch et d'autres n'auraient jamais dû passer un seul jour derrière les barreaux. La liberté ne devrait jamais être le fruit de marchandages géopolitiques impliquant des êtres humains. La justice ne sera rendue que lorsque les responsables de leur incarcération illégale auront été amenés à rendre des comptes," a déclaré Marie Struthers, directrice du programme Europe de l'Est et Asie centrale d'Amnesty International.

AIF 23 mars 2026 - [Lire la suite](#)

CAMBODGE



LES CASINOS OBTIENNENT LE FEU VERT DE L'ÉTAT, ALORS QU'ILS SONT LIÉS À DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS COMMISES DANS LES "CENTRES D'ESCOQUERIE"

Les autorités chargées de la régulation ont donné leur feu vert à des casinos cette année, malgré des éléments de preuve attestant d'esclavage et de torture. Des victimes racontent la traite d'êtres humains dans les complexes de casinos, où elles sont forcées de commettre des escroqueries. Des casinos, liés à des centres d'arnaques, appartiennent à de grandes entreprises cambodgiennes.

AIF 2 avril 2026 - [Lire la suite](#)

ETHIOPIE - "ROUTE DE L'EST"



ENLÈVEMENTS ET TORTURES SUR LA ROUTE MIGRATOIRE VERS L'ARABIE SAOUDITE

Un Éthiopien raconte comment il a été torturé par des trafiquants d'êtres humains alors qu'il partait à la recherche de son neveu sur une route migratoire désormais tristement célèbre, reliant la Corne de l'Afrique à l'Arabie saoudite en passant par le Yémen.

ONU Info 3 avril 2026 - [Lire la suite](#)

IRAN



21 EXÉCUTIONS ET 4.000 ARRESTATIONS DEPUIS LE DÉBUT DU CONFLIT FIN FÉVRIER

Le chef des droits de l'homme de l'ONU fustige la répression sanglante des dissidents en Iran. Depuis deux mois, 21 exécutions et des milliers d'arrestations ont été orchestrées sous couvert de "sécurité nationale" ou de liens supposés avec l'opposition. L'ONU exige un moratoire

immédiat sur la peine capitale et la libération des détenus arbitraires.

ONU Info 29 avril 2026 - [Lire la suite](#)

De nombreux articles sont consacrés à la situation des DH en IRAN. Vous en trouverez quelques-uns ici : [AIF](#) 28 avril 2026 - Mariam [Radjavi](#) 4 mai 2026 - [WNCRI](#) 24 avril 2026 - [CSDHI](#) 24 avril 2026 - [AIF](#) 31 mars 2026 - [AIF](#) 5 mars 2026

MYANMAR



INTERPELLATION SUR LA SITUATION DE KO HTET MYAT AUNG, TORTURÉ ET DÉTENU AU SECRET EN BIRMANIE

L'Union européenne demeure particulièrement vigilante quant à la détérioration des droits humains en Birmanie et condamne les violations graves et persistantes du droit international humanitaire commises par

les forces armées depuis le coup d'État du 1er février 2021. Ceci a été réitéré le 31 janvier dans une déclaration de la Haute Représentante et Vice-Présidente de la Commission européenne, au nom des États membres, cinq ans après le coup d'État militaire.

UE 23 avril 2026 - [Lire la suite](#)

TUNISIE



LA DÉFENSEUSE DES DROITS HUMAINS SAADIA MOSBAH DOIT ÊTRE LIBÉRÉE

L'Observatoire pour la protection des défenseur.es des droits humains a été informé du maintien en détention de Mme Saadia Mosbah, défenseure des droits humains tunisienne, militante antiraciste et présidente de l'association M'nemty, engagée contre les discriminations

raciales et pour les droits des personnes en déplacement en Tunisie. Elle a notamment contribué aux mobilisations ayant conduit à l'adoption en 2018 d'une loi tunisienne criminalisant les discriminations raciales. L'Observatoire appelle les autorités tunisiennes à libérer immédiatement Mme Mosbah.

OMCT 18 mars 2026 - [Lire la suite](#)

USA



UNE DEMANDEUSE D'ASILE SOUFFRANT D'UN KYSTE OVARIEN DOIT ÊTRE LIBÉRÉE :
ANDREA PEDRO-FRANCISCO

Andrea Pedro-Francisco, une femme originaire du Guatemala en quête d'asile, a été arrêtée par le Service de contrôle de l'immigration et des

douanes (ICE) des États-Unis à Minneapolis, dans le Minnesota, le 5 février 2026. Elle est actuellement détenue au centre de traitement des services d'El Paso, au Texas. Elle souffre d'un kyste ovarien volumineux qui devait être retiré le 11 février. En l'absence de soins médicaux adaptés en détention, son état de santé se dégrade rapidement, ce kyste lui causant notamment des douleurs extrêmes au ventre et en bas du dos.

AIF13 avril 2026 - [En savoir plus](#)

EUROPE - CPT

LE COMITÉ ANTI-TORTURE DU CONSEIL DE L'EUROPE APPELLE À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS D'INCARCÉRATION ET DES MESURES SUPPLÉMENTAIRES POUR PRÉVENIR LES VIOLENCES POLICIÈRES

Dans son rapport annuel pour 2025, publié le 15 avril 2026, le Comité du Conseil de l'Europe pour la prévention de la torture (CPT) reconnaît les progrès réalisés dans certains domaines au cours des dernières années, mais attire l'attention sur des signes inquiétants concernant le traitement et les conditions de vie des personnes privées de liberté en Europe, notamment la réapparition de mauvais traitements dans certains pays, le problème d'impunité lié aux violences policières et la surpopulation carcérale. Dès lors, il appelle les gouvernements à améliorer les conditions d'incarcération et à prendre des mesures supplémentaires pour prévenir les mauvais traitements infligés par la police.

Le Monde du droit 15 avril 2026 - [En savoir plus](#)

GABON

METTRE LA TORTURE ET LES MAUVAIS TRAITEMENTS AU COEUR DES REFORMES POLITIQUES ET LÉGALES

À l'occasion de l'examen du deuxième rapport périodique du Gabon par le Comité contre la Torture des Nations Unies lors de sa 84ème session (13avril-1mai 2026), l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), le Centre d'Étude et d'Appui au Développement local (CEAD), SOS-Prisonniers Gabon et le Réseau Foi Culture et Éducation ont publié un rapport alternatif évaluant la mise en œuvre de la Convention contre la Torture par l'État Gabonais.

OMCT 21 avril 2026 - [En savoir plus](#) - Voir aussi [Gabon Mediatime](#) 27 avril 2026

ITALIE

EXAMEN DE L'ITALIE AU COMITÉ CONTRE LA TORTURE

Le Comité contre la torture a examiné le rapport présenté par l'Italie au titre de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Au cours du dialogue noué entre les experts membres du Comité et la délégation italienne venue soutenir ce rapport, un expert a salué l'engagement de l'Italie envers le système onusien des Droits de l'Homme ainsi que la participation constructive du pays à la campagne en faveur d'un moratoire universel sur la peine de mort. Le même expert s'est cependant dit préoccupé par certaines déclarations politiques en Italie qui demandent l'abolition du délit de torture dans le Code pénal. Il a d'autre part estimé que la loi italienne fixait un seuil plus élevé que ne le prévoit la Convention pour qu'un acte puisse être considéré comme un acte de torture.

ONU Info 16 avril 2026 - [En savoir plus](#)

ONU

PRÉSENTATION DU RAPPORT ANNUEL DU SOUS-COMITÉ POUR LA PRÉVENTION DE LA TORTURE

Le dix-neuvième rapport annuel du Sous-Comité a été présenté dans un contexte marqué par des conflits, des crises de gouvernance et des attaques contre l'état de droit par des gouvernements autoritaires, ce qui ébranle les fondements mêmes du droit international, et en particulier l'interdiction absolue de la torture.

ONU Info 16 avril 2026 - [En savoir plus](#)

SUISSE - GAMBIE

PROCÈS EN APPEL D'OUSMAN SONKO

Ousman Sonko est un ancien haut responsable du gouvernement gambien ayant servi sous le régime du président Yahya Jammeh. Au cours de sa carrière, M. Sonko a occupé plusieurs fonctions de premier plan : commandant de la Garde d'État, inspecteur général de la police et, de 2006 à 2016, ministre de l'Intérieur. Il est accusé, et a été reconnu coupable en première instance, d'avoir participé à des crimes contre l'humanité commis en Gambie entre 2000 et 2016. Ousman Sonko a été arrêté en Suisse en janvier 2017, où il avait demandé l'asile. Il a été jugé en 2024 en vertu du principe de compétence universelle, Trial International 1er avril 2026 - [Lire la suite](#)

SYRIE

L'ONU ALERTE SUR DE POSSIBLES CRIMES DE GUERRE À SOUWEÏDA APRÈS DES VIOLENCES MEURTRIÈRES DANS LA VILLE DRUZE EN JUILLET

Dans son dernier rapport, la Commission d'enquête des Nations unies sur la Syrie affirme avoir documenté des "exécution, des actes de torture, des violences sexistes et des incendies de maisons à grande échelle", commises par les forces gouvernementales.

Le Monde 27 mars 2026 - [En savoir plus](#) - Voir aussi [Justice Info](#) 30 avril 2026 - Voir également [Le Monde](#) 25 avril 2026, [Justice Info](#) 13 avril 2026, [Justice Info](#) 5 mars 2026, [INA](#) 20 mars 2026 (reportage de 2014)

TADJIKISTAN

EXAMEN DU TADJIKISTAN AU COMITÉ CONTRE LA TORTURE

Le Comité contre la torture (CAT,) a examiné le rapport présenté par le Tadjikistan au titre de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Au cours du dialogue noué entre les experts membres du Comité et la délégation tadjike venue soutenir ce rapport, ont notamment été salués les progrès accomplis par le Tadjikistan dans les domaines de la réforme pénitentiaire et de la protection des mineurs dans le système judiciaire, ainsi que le fait que la torture soit désormais considérée comme un crime grave au Tadjikistan. Il a par ailleurs été noté que le pays déploie constamment des efforts pour réformer son système pénitentiaire. Un expert a cependant fait état de difficultés persistantes au sein du système pénitentiaire, s'agissant notamment de la surpopulation, des conditions de détention inférieures aux normes et des conditions de vie médiocres dans les prisons pour femmes.

ONU 16 avril 2026 - [En savoir plus](#)

THAÏLANDE - VIETNAM

UN MILITANT VIETNAMIEN, LE CHI THANH, PLACÉ EN DÉTENTION RISQUE D'ÊTRE EXPULSÉ

Le 6 mars, la police thaïlandaise de l'immigration a arrêté le militant vietnamien Le Chi Thanh et l'a envoyé au centre de détention des services de l'immigration de Suan Phlu, à Bangkok. Le Chi Thanh est un ancien policier qui s'est servi des réseaux sociaux pour dénoncer la corruption et les comportements répréhensibles au sein du secteur de la sécurité publique du Viêt-Nam. En 2021 et 2022, il a été condamné au total à une peine de cinq ans de prison pour des accusations forgées de toutes pièces, ayant exprimé pacifiquement ses opinions sur des questions sociales et politiques.

AIF 17 avril 2026 - [En savoir plus](#)

Mais aussi

ARGENTINE

"YVES, LE FRÈRE QUE J'AI EU"

En 1974, Yves Domergue décide de rester en Argentine tandis que sa famille retourne en France. Il a 20 ans. Le coup d'État du général Videla a lieu le 24 mars 1976. Son frère, Éric, est là. Six mois plus tard, Yves disparaît. Comme 30.000 Argentins.

justice Info 23 mar 2026 - [Ecouter les 4 podcasts](#)

BURKINA FASO

RÉPRESSION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le 15 avril 2026, le ministre de l'administration territoriale et de la mobilité a annoncé la dissolution de 118 organisations de la société civile, dont beaucoup étaient engagées dans la défense des droits humains. Les autorités ont invoqué une loi de juillet 2025 sur la liberté d'association, mais n'ont fourni aucune justification au-delà de vagues allusions au non-respect de ladite loi.

OMCT 20 avril 2026 - [En savoir plus](#)

CONGO (RDC)

L'HORREUR DE L'ESCLAVAGE SEXUEL ET LA TRAGÉDIE DES ENFANTS NÉS DU VIOL

Selon les données collectées par le Bureau conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme en République démocratique du Congo (BCNUDH), 887 cas de violences sexuelles liées au conflit ont été documentés l'année passée, affectant 1534 victimes, dont une majorité écrasante de femmes (854) et de filles (672).

ONU Info 9 mars 2026 - [En savoir plus](#)

GRECE

LE COMITÉ ANTI-TORTURE DU CONSEIL DE L'EUROPE (CPT) APPELLE À NOUVEAU LA GRÈCE À AMÉLIORER SES PRISONS

Le Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du Conseil de l'Europe, dans un rapport sur sa visite périodique de janvier 2025 publié avec la réponse des autorités grecques, appelle de nouveau la Grèce à s'attaquer aux problèmes persistants de surpopulation carcérale, de mauvaises conditions de détention et de pénurie de personnel.

CPT 4 mars 2026 - [Lire la suite](#)

HONDURAS

L'ONU DÉNONCE DES EXÉCUTIONS, DISPARITIONS ET TORTURES SOUS L'ÉTAT D'URGENCE

Le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU a dénoncé les agissements des forces de sécurité honduriennes sous l'état d'urgence en 2025. Au nom de la lutte contre les gangs, des exécutions et actes de torture ont notamment été commis selon l'agence onusienne. L'état d'urgence a été décrété fin 2022 par la présidente de gauche Xiomara

Castro pour faire face à la violence qui sévit dans presque tout le pays. Mais son successeur, le conservateur Nasry Asfura, a refusé de le prolonger après son arrivée au pouvoir en janvier dernier.

Ouest France 5 mars 2026 - [Lire la suite](#)

ISRAËL - PALESTINE

"ISRAËL A REÇU UN PERMIS DE TORTURER LES PALESTINIENS"

La majorité de la communauté internationale a accordé à Israël "un permis de torturer les Palestiniens", a accusé à Genève (Suisse) la rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés. La vie dans les territoires palestiniens occupés est "un perpétuel cycle de souffrances physiques et mentales" et "la torture est de facto devenue une politique d'Etat" en Israël.

Le Monde 23 mars 2026 - [Lire la suite](#) - Voir aussi sur [Arte](#) un documentaire sur les prisons israéliennes

PARAGUAY

LUMIÈRE SUR UNE DICTATURE MÉCONNUE

C'est l'une des dictatures les moins connues et les plus longues d'Amérique latine : celle du général Alfredo Stroessner au Paraguay (1954-1989). Dans ce pays, très peu d'archives de cette période sont accessibles, rendant le travail de mémoire particulièrement complexe. Le réalisateur paraguayen Juanjo Pereira s'est engagé dans une quête titanesque : retrouver des images de l'époque pour raconter un régime répressif qui a torturé plus de 18 000 Paraguayens.

RFI 26 mars 2026 - [En savoir plus](#) (Interview du réalisateur à partir de la 14ème minute du podcast)

TURQUIE

HARCÈLEMENT JUDICIAIRE CONTRE PINAR SELEK

Le procès contre la sociologue et défenseuse des droits humains franco-turque Pinar Selek a une fois de plus été reporté le 2 avril 2026, la 15ème Cour d'assises d'Istanbul exigeant sa présence physique lors des audiences et réitérant sa demande d'emprisonnement immédiat. L'Observatoire pour la protection des défenseur·es des droits humains (un partenariat de la Fédération internationale pour les droits humains - FIDH et de l'Organisation mondiale contre la torture - OMCT) et la Ligue des droits de l'Homme (LDH) dénoncent fermement le harcèlement judiciaire continu visant Pinar Selek et appellent les autorités turques à abandonner toutes les charges à son encontre.

OMCT 17 avril 2026 - [En savoir plus](#)

UKRAINE

"CE TRAUMATISME ME MARQUERA À VIE" : UNE SURVIVANTE DE VIOLENCES SEXUELLES EN UKRAINE TÉMOIGNE

Un soir, dans le sud de l'Ukraine ravagé par la guerre, un groupe d'hommes armés a fait irruption chez Maryna. Elle n'avait nulle part où se cacher. "Dès que j'ai ouvert la porte, il m'a frappée au visage avec la crosse de son fusil", raconte Maryna, dont le nom a été modifié pour préserver son anonymat. "Mes dents se sont brisées. Mon visage était couvert de sang ". Ce n'était que le début. S'en sont suivies de longues heures d'agressions, d'intimidations et de violences sexuelles, qui ont laissé une profonde cicatrice dans son âme, se souvient-elle.

ONU Info 2 mars 2026 - [Lire la suite](#)

VENEZUELA

DES CENTAINES DE PERSONNES TOUJOURS DÉTENUES ARBITRAIREMENT

Au moins 485 personnes se trouvent toujours en détention arbitraire pour des raisons politiques. Malgré l'adoption d'une loi d'amnistie en février 2026 qui a donné lieu à la libération de nombreux prisonnières et prisonniers politiques, beaucoup ont vu leur demande rejetée ou leur statut modifié. Dans le cadre de sa politique de répression mise en place de longue date pour réduire au silence toute forme de dissidence réelle ou présumée, le gouvernement du Venezuela continue de se servir des détentions arbitraires à caractère politique comme instruments de persécution dans le pays.

AIF 20 avril 2026 - [En savoir plus](#) - Voir aussi [Radio France](#) 10 avril 2026

I

Informations légales. Les données personnelles utilisées pour diffuser ce bulletin sont traitées par Amnesty International France (AIF), responsable du traitement, afin de vous envoyer des informations issues du travail d'AIF sur la thématique de l'abolition de la torture dans le monde. Conformément au Règlement européen général sur la protection des données du 27 avril 2016 et à la loi Informatique et Libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation et d'opposition au traitement des données vous concernant, ainsi qu'un droit à la portabilité. Vous pouvez exercer ces droits en contactant la Commission Abolition de la peine de mort et de la torture à l'adresse mentionnée ci-dessous, par email [compeinedemort@amnesty.fr] ou par téléphone [01 53 38 65 35]. Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la CNIL si vous l'estimez nécessaire. Pour plus d'information sur le traitement de vos données personnelles, veuillez consulter notre politique de confidentialité [<https://www.amnesty.fr/politique-de-confidentialite>]. Amnesty International France 72-76, boulevard de la Villette 75019 Paris.

Bulletin d'information de la Commission Abolition de la peine de mort et de la torture d'Amnesty International France

76 Bd de la Villette 75940 PARIS CEDEX 19

Pour toute information, écrire à compeinedemort@amnesty.fr